

DANS LA RUE LE 6 AVRIL , LOI PEILLON, c'est NON !

L'austérité en marche...

Partout en Europe, les populations continuent de payer les conséquences de la crise qui s'approfondit, le nombre de chômeurs explose et l'Union Européenne vient de diminuer de 40% l'aide apportée aux plus démunis.

Le gouvernement français poursuit la même politique, qui engendre les mêmes méfaits. Les nouvelles mesures d'austérité, les attaques contre les salarié-e-s se multiplient. Sans tenir compte de l'opposition des syndicats (dont la FSU) représentant la majorité des salariés, le gouvernement fait passer une loi qui est le copier-coller de l'ANI, imposé par le MEDEF, qui s'attaque au code du travail et entraînera plus de chômage et de flexibilité. Il s'apprête à «réformer» les retraites sur le modèle Woerth-Fillon : hausse du nombre d'annuités et des cotisations, baisse des pensions !

Dans ce contexte, la Fonction publique n'est pas épargnée : gel du point d'indice, poursuite des suppressions de postes dans de nombreux ministères, future loi de décentralisation qui met en danger l'égalité devant les services publics...

Priorité à l'éducation ?

L'éducation est soi-disant une priorité pour ce gouvernement, qui vantait une véritable refondation de l'école. Mais la réalité est tout autre.

Le gouvernement affiche la création de 60 000 postes dans l'éducation : ils ne rattrapent pas les suppressions faites par le gouvernement précédent, et sont pris à d'autres ministères ! Les avancées annoncées pour le primaire (« plus de maîtres que de classes », scolarité à 2 ans, etc...) relèvent beaucoup de la com' et de l'affichage, et pèseront peu sur la réalité des classes. La majeure partie des moyens est affectée à la formation, et au « bricolage » entraîné par cette réforme bâclée (par exemple, admissibles en juin en poste 6h...).

Dans le premier degré, le ministre veut imposer une réforme des rythmes scolaires qui va dégrader les conditions de travail des enseignant-e-s et renforcer les inégalités entre communes. Maîtres surnuméraires, scolarisation des moins de 3 ans, avec quels moyens dans la durée ? Ou sont passés les RASED, l'éducation prioritaire ?

Dans le secondaire, la rentrée 2013 se fera encore dans des conditions plus difficiles que l'an dernier dans de nombreux endroits. La logique du socle commun est maintenue, les profilages de postes dans le dispositif ECLAIR continuent.

La loi sur l'enseignement supérieur et la recherche n'est qu'un prolongement de la LRU et consacre la mise en concurrence des universités.

Fin de l'éducation nationale ?

Que ce soit avec les rythmes scolaires, la formation professionnelle ou l'orientation, de plus en plus de missions du ministère seront déléguées aux régions, ce qui est extrêmement risqué en terme d'égalité sur tout le territoire.

S'opposer résolument à cette politique !

La politique éducative de ce gouvernement ne présente pas de rupture, et pour l'essentiel, elle s'inscrit en continuité avec la politique précédente. Elle ne correspond en rien aux attentes des collègues, ni au projet éducatif défendu par la FSU. C'est pourquoi nous devons dénoncer tout ce qui ne va pas dans cette loi et y opposer nos revendications. Il faut notamment retirer le décret sur les rythmes et le réécrire, comme il faut l'abandon du projet Fioraso pour l'enseignement supérieur qui s'apparente à une LRU2...

Le 6 avril...et après !

La manifestation nationale du 6 avril doit être pour les enseignant-e-s, les parents d'élèves, l'occasion de se mobiliser contre la politique éducative du gouvernement, pour un service public d'éducation véritablement national, des créations de postes en nombre suffisant...

Cette journée doit être un point d'appui, mais ne suffira pas ! Il faut construire un rapport de forces à même de peser sur les choix du gouvernement.

A la fin de cette année scolaire, ou dès la prochaine rentrée, c'est une journée de grève unitaire dans toute l'éducation, de la maternelle à l'université, qui pourra montrer notre détermination !